

Les élus sont engagés et mobilisés chaque jour pour leur territoire. Ils méritent bien mieux que l'agressivité dont ils sont si souvent les victimes !

Notre pays fait face à une crise politique sans précédent. Le désintérêt de nos concitoyens pour la politique s'accroît chaque jour un peu plus. Des décisions prises en force, ou éloignées du quotidien, ou ne correspondant pas aux attentes de nos concitoyens... L'image dégradée que nous renvoie les membres des plus hautes instances dénature voire décrédibilise le statut des élus.

Même si les élections municipales résistent davantage à ce désintérêt - car nous le savons bien, c'est avant tout par une politique de proximité que l'on intéresse encore le citoyen - les maires sont en première ligne. Et ces dernières années, ils n'ont pas été épargnés ! S'ils ont été souvent applaudis pour leur gestion exemplaire de la crise sanitaire, s'ils ont été salués pour leur investissement au quotidien dans la gestion de leur commune, on assiste à des démissions record pour ce mandat. Des démissions consécutives à une fonction toujours plus difficile. Bien plus inquiétant, on assiste dans le même temps à une forme d'irrespect dévolu à la fonction d'élu pouvant conduire à tous les degrés d'incivilités, à de l'agressivité sous toutes ses formes, dont la gradation part de brimades jusqu'au harcèlement et à l'agression physique. Dans l'Indre, nous n'y échappons pas.

On cherche des responsables à tous

les maux. Là aussi nos maires sont en première ligne.

Lors du Congrès des Maires de l'Indre qui s'est tenu le 15 juin dernier, il a été souligné une hausse de violences et menaces de 32 % entre 2021 et 2022, phénomène qui augmente encore en ce premier semestre. Face à cela, le Gouvernement semble déterminé à agir, avec la mise en place de plusieurs dispositifs d'information et de protection.

Pour nous, il est essentiel et urgent de reconstruire le lien entre les citoyens et les institutions, de valoriser l'engagement civique et de créer des espaces de dialogue et de participation, notamment le dialogue à l'échelle locale.

En redonnant aux élus - notamment aux maires - un sentiment de valorisation et de légitimité, nous renforçons leur engagement et contribuons à une gouvernance locale solide et dynamique.

Les maires sont impliqués au quotidien au service de leurs administrés, au service de leur commune, de leur ville, attachés à remplir leurs missions de plus en plus complexes, motivés à mener à bien leurs projets pour aménager et moderniser leur territoire.

Être élu aujourd'hui, c'est garantir à nos concitoyens un service public présent, accessible, juste et de qualité.

Nous en sommes les garants, quel que soit le niveau de collectivité. La mission est respectable et doit être respectée.

Le maire est au cœur des tensions entre les aspirations individuelles et le bien commun. Une place bien difficile et souvent très ingrate. Ils sont pourtant les piliers de la vie démocratique, et, en cela, ils méritent notre respect et toute notre reconnaissance.

Le groupe des élus de la Majorité départementale : Gil AVÉROUS, Nadine BELLUROT, Régis BLANCHET, Gérard BLONDEAU, Gilles CARANTON, Nathalie CORBEAU, François DAUGERON, Claude DOUCET, Mireille DUVOUX, Marc FLEURET, Virginie FONTAINE, Nolwenn FORTUIT, Jean-Yves HUGON, Imane JBARA-SOUNNI, Lydie LACOU, Gérard MAYAUD, Frédérique MERIAUDEAU, Philippe MÉTIVIER, Chantal MONJOINT, Florence PETIPEZ, Christian ROBERT, Michèle SELLERON

Retraite à 64 ans : une promesse de précarité

Face à un mouvement social de grande ampleur et une opinion hostile, le gouvernement a fait le choix de passer coûte que coûte une réforme des retraites aussi injuste qu'injustifiée, dénaturant au passage les principes de la démocratie parlementaire. Ce jeu dangereux fera de nombreux perdants, à commencer par les seniors qui, déjà bien souvent

privés d'emploi avant l'heure de la retraite, devront galérer deux ans de plus avec le report de l'âge légal. Les départements devront faire face à cette hausse de la précarité qui se traduira entre autres par celle des allocataires du RSA. Le prétexte du déficit à combler ne tient décidément pas.

Le groupe des élus de la Gauche Républicaine, Socialiste et Écologiste: François AVISSEAU, Lucie BARBIER, Michel BOUGAULT, Anne-Claude MOISAN-LEFEBVRE